



**« Sur les déterminants de l'accroissement des dépenses publiques en République Démocratique du Congo après les guerres de la révolution »**

**Par LUZOVOYO BAMPA Junior<sup>1</sup>, ASSANI IDUNGI Jean Pierre<sup>2</sup> et KAYUMBA KATEBA Gilbert<sup>3</sup>**

**Introduction**

Le phénomène de la croissance des dépenses publiques ne cesse de susciter une plus grande attention aux économistes. Pour preuve, nous pouvons citer la tenue de plusieurs sommets au niveau africain voir même mondial sur le développement durable ; le cas du nouveau partenariat pour le développement dont l'objectif principal est l'orientation des dépenses publiques vers les secteurs productifs en vue de réduire la pauvreté. L'un des moyens les mieux indiqués dont dispose les Pouvoirs Publics pour une orientation des ressources financières est la politique budgétaire ciblée, efficace et efficiente dans le but d'accroître la taille du Gouvernement.

Le rôle de l'Etat est de fournir les biens et services non marchands à la population. Pour atteindre cet objectif, chaque Gouvernement passe par plusieurs stratégies qui sont contraints parfois par des crises économiques et financières, matérialisées par la modicité des ressources publiques.

A l'instar des autres pays du monde, les pays africains et surtout ceux de l'Afrique subsaharienne font face à une crise multiforme depuis leurs indépendances.

Ces crises provoquent plusieurs conséquences fâcheuses dont, sur le plan économique, la baisse du niveau de revenu par habitant, la répartition inégale de revenu,...

Cette situation précaire met encore sur la table le débat sur l'efficacité des politiques économiques plus particulièrement la politique budgétaire. En République Démocratique du Congo, la gestion des dépenses publiques a été marquée par la poursuite des mesures de rationalisation mise en œuvre par le Gouvernement. Ces mesures visaient à contenir les dépenses dans les limites des recettes mobilisées, afin de prévenir tout financement du déficit par la création monétaire et de contribuer ainsi à la consolidation macroéconomique. Ainsi par exemple, conformément aux prévisions budgétaires qui se sont chiffrées à 7.499,00 milliards de CDF en 2014, ces dépenses Publiques ont été exécutées à hauteur de 4.448, 6 milliards de CDF, soit 59,9% d'exécution. Les dépenses courantes faibles atteignant un accroissement de 8,6% en 2014 contre 29,7% en 2013 attendues à 4.602,4milliards de CDF, elles ont été exécutées à hauteur 86,8% représentent une valeur de 3.996,8 milliards de CDF soit 12% du PIB en 2014 contre 12,2% en 2013. Les dépenses en capital chiffrées à 4.051,8 milliards de CDF en 2014 ou les dépenses de cadre budgétaire pour l'acquisition des biens en capital ont été exécutées à 15,9% de

<sup>1</sup> **Assistant de premier mandat** à l'Institut Supérieur de Développement Rural Walikale (ISDR-WALIKALE)

<sup>2</sup> **Assistant de premier mandat** à l'Institut Supérieur du Commerce de Kindu (ISC-KINDU), Département de Sciences Commerciales.

<sup>3</sup> **Chef de travaux** à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Kindu (UNIKI), Département des Sciences de Gestion, Option Economie publique.

prévision. Par rapport à l'année 2013, elles ont diminués de 8,9% ramenant le ratio de dépenses en capital sur PIB à 14% en 2014 contre 1,6% en 2013. Cette sous consommation de dépenses en capital contraste avec quelques dépassements des lignes de crédits observées dans certaines institutions.

La question de départ est celle de savoirs, quels sont les facteurs explicatifs de l'accroissement des dépenses publiques en République Démocratique du Congo ?

En menant nos investigations sur ce sujet, l'objectif global est d'identifier les déterminants classiques et modernes de l'accroissement des dépenses publiques ou du ratio dépenses publiques-PIB en République démocratique du Congo.

### ***1. Théorie sur les dépenses publiques***

Les dépenses publiques constituent une canalisation des recettes, des impôts et des emprunts vers une réalisation de certains objectifs choisis. Mais, l'Etat congolais se heurte à des nombreuses difficultés pour identifier, concevoir et réaliser les opérations orientées vers la consommation, l'investissement susceptible d'élever le revenu.

C'est ainsi qu'on peut constater que certaines dépenses comme les dépenses de transfert finissent par favoriser la consommation au détriment de l'épargne et par conséquent au détriment de la formation du capital.

Pour mieux comprendre les effets des dépenses publiques, il convient de faire le contour des arguments théoriques et une analyse détaillée. C'est pour cela que nous avons intégré les dépenses publiques dans les différents courants de pensées. Nous avons retenu l'approche néoclassique et l'approche keynésienne.

#### ***1.1. Approche néoclassique***

Cette approche stipule que les dépenses publiques s'effectuent en fonction des ressources publiques, c'est-à-dire qu'on ne doit pas dépenser plus qu'on encaisse. Selon le modèle néoclassique, l'Etat, pour financer ses dépenses, peut recourir à l'emprunt.

Pour satisfaire le besoin de l'emprunt du secteur public, le Gouvernement est obligé d'augmenter l'offre des titres publics ; ce qui réduit leur prix et augmente le taux d'intérêt du marché. Ceci résulte de la loi de l'offre et de la demande selon laquelle pour augmenter les quantités échangées, il faut diminuer les prix, ce qui a pour conséquence l'éviction de certains investissements privés productifs suite à la réduction du capital.

Pour les néoclassiques, l'accroissement des dépenses publiques est une promesse des difficultés économiques dans le futur avec une baisse du bien-être.

En effet, la matière utilisée par le Gouvernement pour financer ses dépenses affecte le niveau de Consommation, d'Investissement et d'Exportation. Ainsi, l'accroissement des dépenses publiques est compensé par une baisse des Investissements privés. Pour remédier à cette situation, il faut que les agents privés prévoient rationnellement les accroissements des charges futures.

En effet, plus l'Etat emprunte, plus il aura affaire au remboursement des intérêts et du capital, car l'accroissement de la dette publique accroît les intérêts de la dette.

Il n'y arrivera qu'en procédant à des nouveaux emprunts et ainsi de suite. Ceci le conduit dans une crise d'endettement dont il n'est pas sûr de dépasser.

### ***1.2. Approche Keynésienne***

L'analyse des dépenses publiques dans la théorie keynésienne découle de l'effet du multiplicateur. Elle est donc étroitement liée aux fondements même de la thèse de Keynes.

Pour Keynes, l'augmentation des dépenses publiques augmente l'output à concurrence de la diminution de la propension marginale à épargner. Ainsi, les dépenses publiques exercent un effet multiplicateur sur le revenu des agents et donc sur toute économie.

### ***1.3. Controverse des approches des dépenses publiques***

La dépense publique est, avec la fiscalité, l'un des principaux instruments de l'action financière de l'Etat. Elle est aussi l'objet de controverses multiples. Le libéralisme tend à considérer que tout accroissement de la consommation publique se fait au détriment de la consommation privée.<sup>4</sup>

Le réflexe libéral est fondé sur une présomption de méfiance, tout ce qui est collectif est poids mort. La dépense publique est, pour ainsi dire par nature, improductive à l'exception limitée des dépenses dites régaliennes. La consommation de l'Etat équivaut à une destruction réelle ou potentielle de richesse.

A cette conception s'oppose la conception inverse : l'idée que la dépense publique est, par nature, plus conforme à l'intérêt général que ne l'est l'emploi des mêmes ressources lorsqu'il est librement décidé par les personnes privées ou les entreprises. Les dépenses publiques dans cette optique a une double fonction, sociale et économique. Elle permet d'assurer une certaine forme de solidarité sociale et elle joue le rôle de stabilisateur économique. C'est l'optique keynésienne.

La tendance à dépenser est une tendance fondamentalement inscrite dans le fonctionnement de l'Etat. Mais, cette dynamique de la dépense n'est pas conforme, elle varie non seulement selon les Etats, mais aussi selon les types de collectivités publiques concernées et la nature de la dépense.

## ***2. Les déterminants de l'accroissement de dépenses publiques***

Plusieurs déterminants dans la taille du gouvernement ont été mis en avant pour expliquer la tendance des dépenses publiques ou dépenses de l'Etat à croître plus rapidement que le PIB sur les longues périodes<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup>GUY, T., Economie des services collectifs et de la dépense publique, Paris, Dunod, 1971, p.72.

<sup>5</sup>HUART, F., Economie des finances publiques, 2015, p.77

Il s'agit des facteurs économiques (facteurs classiques), démographiques ou politiques (facteurs modernes) qui découlent de l'influence de la demande, de l'offre ou d'une interaction des deux ;

Le gouvernement répond à une augmentation de la demande des programmes publics où sa taille croît en raison de mécanismes spécifiques à l'offre des services publics.

En rapport avec notre thème, les facteurs explicatifs sont regroupés en sept catégories que voici :

Plusieurs déterminants dans la taille du gouvernement ont été mis en avant pour expliquer la tendance des dépenses publiques ou dépenses de l'Etat à accroître plus rapidement que le PIB sur les longues périodes<sup>6</sup>.

### ***2.1. Le revenu par habitant***

L'économiste Allemand Adolf Wagner a présenté dans un article publié en 1911, une loi de l'accroissement des dépenses publiques des activités de l'Etat, en illustrant l'expansion des dépenses publiques au court du processus d'industrialisation et d'urbanisation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Wagner expliquait que l'industrialisation et le développement économique entraînent :

-Une augmentation des dépenses associées à des nouvelles formes d'organisation de l'activité économique (administration générale, police, armée) ;

-Une augmentation de la demande de services spécifiques liés à l'augmentation du niveau de vie (culture, éducation, santé) ;

-Une augmentation des investissements publics dans les infrastructures.

Empiriquement, on peut observer une corrélation, ce qui n'implique pas une relation de causalité entre l'évolution du PIB réel par habitant et celle de la part de dépenses dans le PIB dans l'UE.

Les deux variables suivent une tendance similaire jusqu'au milieu des années 1980. Mais par la suite, la croissance du revenu par habitant se poursuit, tandis que le niveau des dépenses publiques/PIB semble avoir atteint un sommet au milieu des années 1990. Ce dernier est néanmoins franchi en 2010. Cette hausse du ratio dépenses publiques/PIB à la fin des années 2000 vient contredire l'idée selon laquelle il y aurait une limite supérieure à la taille du gouvernement, et que la relation entre croissance économique et niveau des dépenses publiques peut disparaître à partir d'un certain point. Cela dit, la crise économique récente est tout à fait exceptionnelle.

En outre, d'après la loi de Wagner, on devrait observer que plus le revenu par habitant n'est élevé, plus la taille du gouvernement n'est importante. Cette prédiction est confirmée, dans une certaine mesure, par les données. Si l'on considère un panel de 178 pays, comprenant des pays développés, émergent et en développement, alors on observe une relation positive entre les deux variables. La relation est plus faible et moins bien vérifiée si l'on considère un groupe de pays développés. Des nombreux pays de l'union Européenne ont un revenu par habitant similaire mais une taille du gouvernement très différente. Une différence essentielle dans la taille du secteur public tient à l'organisation du système de protection sociale : si elle relève essentiellement du secteur public, alors la part des dépenses publiques/PIB sera plus grande que si elle relève essentiellement d'accord privé. Ajoutons que la loi Wagner posait que l'intervention de l'Etat dans

---

<sup>6</sup> HUART, F., Op. Cit., p.79

l'économie s'accroissait avec le besoin d'industrialisation. Or, les pays l'OCDE sont passés au stade de développement d'une société postindustrielle.

Selon une version moderne de la loi Wagner, la demande de certains biens ou services offerts par le secteur public (éducation, santé, culture et loisir) à une élasticité revenu supérieur à un, de telle sorte que la part des dépenses publiques/PIB est une fonction croissante du revenu par habitant<sup>7</sup>. Cette hypothèse n'est pas bien vérifiée pour l'UE dans son ensemble : pour la période 1970 à 1997 HALLEBERG et STRAUCH (2002) trouvent une élasticité de long terme inférieure à l'unité (0,74 ou 0,82 selon la méthode utilisée)<sup>8</sup>

## **2.2. La répartition des revenus**

Les différentes notions relatives à la taille du gouvernement peuvent refléter de préférences nationales différentes ce qui concerne l'objectif de réduction des inégalités de revenu. Selon la commission Européen (EC, 2004), des pays, qui ont une plus forte préférence pour l'égalité des revenus, ont une taille du gouvernement plus élevée et un degré plus faible d'inégalité des revenus.

Les données confirment cette idée : Il y a bien une corrélation négative entre la part des dépenses publiques/PIB (ou la part des dépenses de protection sociale dans le PIB) et le degré d'inégalité de revenu<sup>9</sup>.

On peut appliquer le raisonnement au taux de pauvreté : il est plus faible là où la taille du gouvernement est plus grande (ou dans les pays qui consacrent une plus grande partie du revenu national aux dépenses publiques de protection sociale). Ainsi les différences nationales dans la taille du gouvernement est plus élevée, est le degré d'inégalité du revenu et le taux de pauvreté sont parmi les plus faibles.

On remarque par exemple que, la France fait partie des pays où la taille du gouvernement est la plus élevée et le degré d'inégalité des revenus et le taux de pauvreté sont parmi les plus faibles.

## **2.3.L'effet de déplacement**

Alan PEACOCK et Jack WISEMAN ont mis en évidence, dans un ouvrage paru en 1961 (*The Growth of public Expenditure in the United King dom*), un effet de déplacement, c'est-à-dire un mouvement spécifique à la croissance des dépenses publiques, qui empêche les dépenses de redescendre au-dessous du niveau le plus élevé atteint dans le passé. Ils mettent en avant l'idée que la croissance du niveau de dépenses publiques est due à des événements extraordinaires tels que les guerres ou les catastrophes naturelles, qui nécessitent des dépenses publiques additionnelles.

Lorsque ces circonstances exceptionnelles cessent, le niveau des dépenses publiques ne revient pas à son niveau précédent. En conséquence les dépenses publiques en proportion du PIB tendent à croître au cours du temps. Pourquoi ? Cela est dû à une augmentation de la charge fiscale au maximale tolérable : l'évènement exceptionnel s'est traduit par une plus grande tolérance de contribuable envers la charge fiscale plus élevée, nécessite par le financement des dépenses

---

<sup>7</sup>Les dépenses publiques croissent plus rapidement que le PIB

<sup>8</sup> La commission européenne a fait une revue des études empiriques (EC, 2008) : la loi de Wagner n'est confirmée que pour certains et certaines périodes

<sup>9</sup>Part de dépense de protection, *Op.cit.*, P.86

exceptionnelles, et cette tolérance se maintient par la suite, après la disparition de circonstances exceptionnelles. En particulier, au lendemain de guerre, l'augmentation des impôts est admise car il semble que le citoyen accepte de substituer aux dépenses d'armements (dont l'utilisation a disparu avec la fin de guerre) récemment, on a d'avantage mis l'accent, parmi les circonstances exceptionnelles sur les récessions, qui provoqueraient une augmentation de dépenses publiques. Lorsque le choc (la récession) disparaît, les dépenses ne reviennent pas à leur niveau précédent le choc, qui en est la cause. C'est ce qu'on appelle un phénomène d'hystérèse dans la littérature contemporaine.

#### **2.4.L'effet prix**

Les dépenses publiques sont influencées par le volume et le coût des biens et services offerts par le secteur public (quantité et prix)<sup>10</sup>. La part des dépenses publiques dans le PIB a tendance à augmenter si le coût de la fourniture des biens et services publics devient plus élevé et croît plus rapidement que le coût des biens et services similaires offerts par les secteurs privés. Elle dépend aussi de l'élasticité prix de la demande des biens et services offerts par le secteur public<sup>11</sup>, puisque si la demande est inélastique, alors une augmentation du prix de ces biens et services publics ne se traduit pas par une diminution proportionnelle de la quantité demandée.

#### **2.5.La démographie**

La structure par âge de la population influence la composition et la taille du gouvernement. Elle a notamment un impact sur l'évolution des dépenses publiques sociales. En particulier, le vieillissement de la population fait pression sur les pensions de retraite, les services destinés aux personnes âgées et les soins de santé<sup>12</sup>.

Dans la plupart des pays, ces types des dépenses sont en partie pris en charge par le secteur public, soit directement, soit indirectement par des transferts sociaux. Dans le domaine de la santé, des facteurs qui influencent l'offre ou la demande contribuent à l'augmentation des dépenses et ne sont pas seulement d'ordre démographique (Albouy et al. 2009) :

-L'état sanitaire de la population et la démographie : La consommation de soin de santé croît avec l'âge toutefois, dans la mesure où les dépenses médicales sont nettement plus élevées dans la période qui précède le décès, l'allongement de l'espace de vie retarde le moment où les dépenses de santé augmentent. De plus, si la population vieillit en bonne santé, cela contribue à réduire les dépenses de santé ;

-L'évolution du niveau de vie : la hausse des revenus se traduit par une augmentation de la demande (aspiration à vivre sans souffrances)<sup>13</sup>. Mais si au niveau macroéconomique, l'élasticité revenu de la demande de soins de santé est supérieure à l'unité ou proche de l'unité, au niveau microéconomique, elle est beaucoup plus faible voire nulle (les dépenses de soins ne dépendent pas du niveau de revenu, notamment dans les pays où une prise en charge publique de soins est large, comme en France). Par ailleurs, la hausse du revenu par habitant agit aussi sur l'offre de santé, par un redéploiement des dépenses publiques vers cette catégorie de dépenses et par l'influence du progrès technique... ;

<sup>10</sup>BAURMOL, thèse des différences sectorielles de productivité, 1967, Paris

<sup>11</sup>Voir, si besoin est, les rappels sur la demande élastique et inélastique dans l'annexe à la fin du livre (économie des finances publiques)

<sup>12</sup> Economie des finances publiques P.85

<sup>13</sup> <http://Op.cit. l'évolution du niveau de vie>

-Le progrès techniques : Il influence l'offre (hausse du coût de traitements médicaux) et la demande (pour des nouvelles méthodes thérapeutiques ou pour des soins de confort).

-Le prix relatif des soins de santé par rapport aux prix des autres biens et services : si la demande de soins de santé est inélastique (élasticité prix entre -0,6 et -1 selon les études citées par Albouy et al. Op.cit.), alors la hausse du prix de soins de santé ne se traduit pas par une forte baisse de la demande ;

-L'existence d'une assurance publique (niveau de prise en charge) et le mode d'organisation et de régulation des soins de santé (rémunérations des médecins, fixation de prix, restriction à l'entrée dans la profession) : ils déterminent aussi l'évolution de l'offre et de la demande soins de santé. Une caractéristique essentielle de soins de santé et l'incertitude de patient quant au diagnostic de sa maladie et à la qualité du traitement proposé pour le guérir : le patient fait confiance aux médecins, qui, dans un système d'assurance publique, en moins d'incitations à réduire l'offre de soins (ARROW, 1963).

## ***2.6. L'ouverture sur l'extérieur***

RODRICK (1998) a trouvé que la taille du gouvernement est plus grande dans les économies plus ouvertes sur l'extérieur (relation positive entre les deux variables pour une certaine de pays). Il explique que dans une économie plus exposée aux chocs externes, il y a une demande d'assurance publique contre ces risques (les chocs externes peuvent provoquer une plus grande variabilité de revenu).

On peut penser, par exemple, que les agriculteurs demandent au Gouvernement des aides lorsque le prix des produits agricoles chute de manière importante sur le marché mondial. L'Etat peut aussi être amené à offrir des revenus de remplacement ou des emplois publics aux individus, qui sont frappés d'une perte de revenus due à des chocs d'origine externe, ou des subventions à des entreprises, qui menacent de disparaître face à la concurrence internationale.

DEBRUN, PISANI-FERRY et SAPIR (2008) trouvent une relation positive entre taille du Gouvernement et degré d'ouverture pour 20 pays de l'OCDE sur la période 1961-2006, mais la relation ne plus vérifier après 1995 elle apparaît même négative si l'on prend des données des pays de l'UE-27 et autres pays riches de l'OCDE sur les années 2000. La relation négative semble plus prononcée dans l'UE-15.

MARTINEZE-MONGAYA (2002) a mené une étude empirique pour expliquer les différences d'évolutions de la part des dépenses publiques primaires, (hors intérêts) dont dans le PIB dans les pays membres de l'UE-15 sur la période 1960-1999. Il a analysé l'influence de trois variables : le revenu par habitants, le ratio de dépendance et l'ouverture sur l'extérieur. Il a trouvé que ces variables peuvent expliquer un peu plus de la moitié des différences nationales relatives à la taille du gouvernement. Les différences de revenu par habitants semblent être le facteur explicatif le plus pertinent, tandis que l'influence de l'ouverture sur l'extérieur est la plus faible.

## ***2.7. Les choix publics***

L'école des choix publics met en avant la thèse de la concentration différentielle des bénéficiaires et des coûts des dépenses publiques (thèse intitulé comme telle par Xavier Greffe, 1997) : les bénéficiaires sont plus concentrés que les coûts. En effet, les bénéficiaires de certaines catégories

des dépenses publiques (subventions, transferts sociaux) peuvent être clairement identifiés par les pouvoirs publics, tandis que les coûts de ces dépenses sont plus diffus, puisqu'ils sont financés par l'ensemble du contribuable.

A l'appui de cette thèse, plusieurs facteurs influencent la croissance des dépenses publiques : le mobile électoral, les groupes de pression, les bureaucrates, et l'illusion fiscale. Dans l'analyse du mobile électoral (JAMES BUCHANAN, GORDON TULLOCK), les hommes politiques sont incités à faire des promesses relatives à programme des dépenses publiques ; qui ont dotant plus de chance d'être populaires, que ces programmes sont concentrés sur les catégories des bénéficiaires bien identifiées, alors que leurs coûts sont répartis sur l'ensemble des citoyens. Ainsi, les hommes politiques sont-ils amenés à offrir des biens et services publics sans tenir compte de l'intérêt général et de la balance entre bénéfices et coûts. « Les politiciens sont partout les mêmes. Ils promettent de construire un pont même là où il n'y a pas des rivières » (NIKITA KHROUCHTCHEV).

Dans l'analyse des groupes de pression (dans le prolongement des travaux de MANCUR OLSON), des groupes d'intérêts organisés font du lobby, auprès des hommes politiques pour obtenir des biens et services publics spécifiques, dont ils bénéficient de manière disproportionnée, dans la mesure où ils n'en supportent pas tous les coûts, puis que les dépenses publiques sont financés par les impôts. Toutefois, l'effet des groupes de pression sur les dépenses publiques n'est pas claire, car, les différents groupes ont des intérêts diverses Mueller (2003) prend l'exemple de la construction des autoroutes : automobilistes et transporteurs sont en faveur de plus de dépenses publiques dans ce domaine, mais pas les défenseurs de l'environnement. Dans les études empiriques qu'il passe en revue, il y a un effet positif des syndicats de travailleurs sur les dépenses publiques en Europe.

Il y a aussi une relation positive entre la taille du gouvernement et le nombre de groupes de pression. Par ailleurs, PERSON et TABELLINI (2001) ont cherché à montrer que l'impact des groupes de pression sur le budget de l'Etat dépend de deux facteurs : le système électoral (règle de vote majoritaire ou proportionnel) et le régime politique (présidentiel ou parlementaire). Ils n'avancent que les dépenses publiques tendant à être plus élevées dans les systèmes électoraux avec une règle proportionnelle et dans les régimes politiques parlementaires, car la pression des groupes organisés pour des dépenses publiques additionnelles semblent avoir plus des chances de réussir. Pourquoi ?

Avec une règle proportionnelle, de nombreux partis aux intérêts diverses sont représentés. Chacun peut être l'objet d'un lobby intense, soit parce qu'il a des préférences proches de celle des groupes de pression (par exemple, la national rifle association aux Etats-Unis), soit parce que les groupes de pression courtisent plusieurs parties (par exemple, pour le protectionnisme). Ces pressions sont accrues dans un régime parlementaire où plusieurs parties sont représentées au parlement, et en particulier dans les gouvernements de coalition, parce que ces parties et gouvernements tentent de satisfaire le maximum d'électeurs. Une étude récente de DEBRUN. PISANI-FERRY et SAPIR (2008) confirme cette thèse pour un groupe de 20 pays de l'OCDE sur la période 1961-2007 : ils trouvent que la taille du gouvernement est plus élevée dans les gouvernements de coalition, et moins élevée avec une règle de vote majoritaire. Parmi les autres variables étudiées, le taux d'ouverture de l'économie a un effet positif statistiquement significatif, ainsi le taux de dépendance (mais l'effet est beaucoup faible que celui du taux

d'ouverture), tandis que le revenu par habitant a un effet négatif très faible (mais il n'est pas statistiquement significatif).

### **3. Approche empirique de l'accroissement des dépenses publiques, cas de la RDC**

Après avoir abordé les théories générales sur les dépenses publiques, ses déterminants et l'histoire économique de l'évolution de la taille du Gouvernement avant-pendant -après les guerres mondiales, l'approche économétrique nous paraît utile dans la validation empirique des résultats.

#### **3.1. Présentation des données et choix des variables**

Nous présentons les données en fonction de notre problématique. Nos données se rapportent à l'Accroissement des Dépenses Publiques, au Ratio de Dépenses Publiques par le PIB, au Revenu par Habitant, la Pression Démographique, à l'Indice de prix à la Consommation, à la Pression fiscale et au Taux d'ouverture sur une période allant de 1995 à 2020 en RDC.

Toutes nos variables de contrôle sont exprimées en pourcentage et tirées dans les rapports de la Banque Mondiale (API-COD-DS2, 2020).

La formulation d'une explication économique à l'aide de la méthode quantitative exige la prise en compte d'un nombre exhaustif des variables d'intérêt.

La théorie économique stipule que les déterminants classiques de l'accroissement des dépenses publiques sont d'ordre économique, démographique et politique. Il s'agit du revenu par habitant, de la répartition de revenu, de l'effet de déplacement, de l'effet de prix, de la démographie, de l'ouverture sur l'extérieur et les choix publics.

Nous avons utilisé le modèle dynamique, et les variables retenues dans notre modèle, par rapport aux déterminants de l'accroissement des dépenses publiques en République Démocratique du Congo, sont : l'Accroissement des dépenses publiques(ACDPUB), l'Indice de Prix à la Consommation(IPC), la Pression Démographique(PRED), la Pression Fiscale(PREFISC), le Revenu par Habitant(RHAB), les Dépenses Publiques par PIB (DPPIB) et le Taux d'Ouverture(TOUV).

### **Graphiques sur les fluctuations de résidus des variables de contrôle**

VAR Structural Residuals using Cholesky (d.f. adjusted) Factors



Tous les déterminants de l'accroissement des dépenses publiques ont connu des fluctuations par fois explosives après la guerre de la révolution.

### 3.2. Présentation du modèle d'analyse

Dans la modélisation d'un système d'équations dynamiques l'on recourt le plus souvent au modèle Vectoriel Autorégressif (VAR) qui analyse la dynamique d'un système d'équation par l'analyse des **réponses impulsionnelles** et de la **décomposition de la variance**<sup>14</sup>. Ces deux analyses seront précédées par le test de **causalité de Granger**.

Dans notre modèle VAR, l'ensemble de variables du système sont endogènes comme présenté ci-dessous :

$$B_0 y_t = \sum_{i=1}^p (B_i y_{t-i} + u_t) \text{ où } u_t \sim \text{iid } N(0, D)$$

Où  $y_t$  est un vecteur (nx1) des variables endogènes et  $B_i$  une matrice (nxn) contenant les paramètres avec un décalage à la ième période, avec  $B_0$  qui représente l'interaction contemporaine entre les variables. Le vecteur (nx1) des perturbations (innovations),  $u_t$  représente des chocs structurels et a comme matrice de covariance  $D$ , qui est une matrice diagonale contenant les variances. C'est un fait que toutes les covariances de  $u_t$  soient égales à zéro, c'est

<sup>14</sup> Alors que les fonctions de réponses permettent d'analyser « *l'allure* » de la réponse d'une variable sur une autre ; l'analyse de la décomposition de la variance de l'erreur de prévision d'une variable permet de déterminer **la sensibilité de cette variable aux différents chocs**, c'est-à-dire la contribution de chaque choc à l'erreur de prévision.

ce qui donne à  $u_t$  son interprétation structurelle car tout choc est, par définition, indépendant. Les matrices  $B_0$  et  $D$  sont fondamentales à la spécification et à l'estimation d'un modèle VAR.

### 3.3. Analyse de la stationnarité des variables

Nous savons que l'une de grandes questions dans l'étude des séries temporelles est savoir si celles-ci suivent un processus stationnaire.

En effet, les résultats des tests sont repris dans le tableau ci-dessous, en indiquant les valeurs critiques de Mack Kinnon et ceux du test de Dickey Fuller Augmente ainsi la probabilité associée au test de Dickey Fuller.

**Tableau n°1 : Résultat de la stationnarité à niveau avec intercept (ADF à 5%)**

Variabes	Valeur ADF	Valeurs critiques de Mack Kinnon	Probabilité	Décision	Méthode
ACDPUB	-5,146699	-3,603202	0,0018	Stationnaire	-
IPC	-0,515551	-3,603202	0,9756	Non stationnaire	DS
PRED	-2,868856	-3,603202	0,1884	Non stationnaire	DS
PREFISC	-2,189270	-3,603202	0,4747	Non stationnaire	TS
RHAB	-2,441816	-3,603202	0,3512	Non stationnaire	TS
DPPIB	-2,726292	-3,603202	2,2353	Non stationnaire	DS
TOUV	-11,13816	-3,612199	0,0000	Stationnaire	-

Source : Nous-mêmes, à l'aide du logiciel Eviews-10

Seuls l'Accroissement des dépenses publiques et le Taux d'ouverture sont stationnaires, mais les autres les sont devenues après l'application du filtre Log-Différence.

**Tableau n°2 : Résultat de la stationnarité après application du filtre Log-Différence (ADF à 5%)**

Variabes	Valeur ADF	Valeurs critiques de Mack Kinnon	Probabilité	Décision	Intégration
DACDPUB	-12,09329	-2,991878	0,0000	Stationnaire	I(0)
DLIPC	-6,088487	-3,012363	0,0001	Stationnaire	I(1)
DLPRED	-4,912343	-2,991878	0,0006	Stationnaire	I(1)
DLPREFISC	-4,442112	-2,991878	0,0020	Stationnaire	I(1)
DLRHAB	-5,153596	-2,991878	0,0004	Stationnaire	I(1)
DLDPPIB	-4,860280	-2,998064	0,0008	Stationnaire	I(1)
DLTOUV	-13,65230	-2,998064	0,0000	Stationnaire	I(0)

Source : Nous-mêmes, à l'aide du logiciel Eviews-10

### 3.4. Choix du Lag optimal et de sa signification

Pour déterminer le nombre de retards de ce modèle à retards échelonnés, nous avons utilisé les critères d'Akaike, de Schwarz,...

VAR Lag Order Selection Criteria						
Endogenous variables: DACDEPUB DLDPPIB DLIPC DLPRED DLPRFISC DLRHAB DLTOUV						
Exogenous variables: C						
Date: 02/17/22 Time: 15:02						
Sample: 1995S1 2020S2						
Included observations: 44						
Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	151.6733	NA	3.29e-12	-6.576058	-6.292209	-6.470793
1	320.2095	275.7866	1.48e-14	-12.00952	-9.738737	-11.16741
2	442.8879	161.7124	6.15e-16	-15.35854	-11.10082	-13.77957
3	559.9886	117.1007	4.55e-17	-18.45403	-12.20936	-16.13821
4	713.3755	104.5819*	1.26e-18*	-23.19889*	-14.96728*	-20.14621*
* indicates lag order selected by the criterion						
LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)						
FPE: Final prediction error						
AIC: Akaike information criterion						
SC: Schwarz information criterion						
HQ: Hannan-Quinn information criterion						

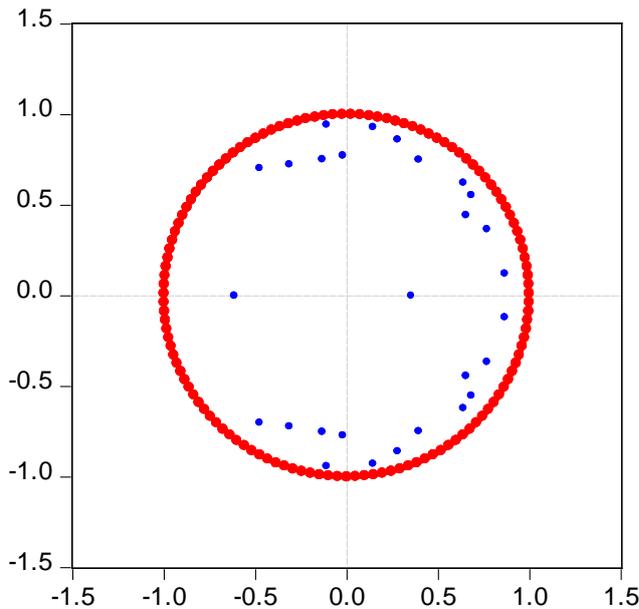
Concernant notre modèle, nous sommes rendu compte que le décalage optimal est de 4 suivant les critères ci-dessus et en vertu du principe de parcimonie.

### 3.5. Vérification de la stabilité du modèle

Après avoir déterminé le nombre de décalage optimal et avant de passer au VAR(4), nous devons nous assurer de la stabilité de notre modèle VAR standard car un processus VAR instable introduit des biais dans les résultats et fausse notamment les réponses impulsionnelles.

Pour vérifier cela, il faudrait que les différences racines des polynômes caractéristiques puisse toutes être inférieure à 1, c'est-à-dire être à l'intérieur du cercle unitaire.

### Inverse Roots of AR Characteristic Polynomial



Ainsi, comme l’atteste la figure ci-dessous, notre modèle VAR (4) est stable car aucune racine du polynôme caractéristique ne se trouve en dehors de notre cercle unitaire.

### 3.6. Causalité au sens de Granger

Au sens de Granger, « une variable y cause la variable x si et seulement si la connaissance du passé de y améliore la prévision de x à tout horizon ». Si nous sommes amenés à accepter les deux hypothèses que  $Y_{1t}$  cause  $Y_{2t}$  et que  $Y_{2t}$  cause  $Y_{1t}$ , on parle dès lors de boucles rétroactives « **feedback effect** ».

Nous rejetterons l’hypothèse nulle au profit de l’hypothèse alternative à chaque fois que la probabilité associée à la statistique de Fisher sera inférieure à notre seuil critique de signification de 5% et nous dirons qu’il y a causalité entre les deux variables.

Pairwise Granger Causality Tests			
Date: 02/17/22 Time: 16:13			
Sample: 1995S1 2020S2			
Lags: 2			
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
DLIPC does not Granger Cause DLDPPIB	48	7.35284	0.0018
DLDPPIB does not Granger Cause DLPRFISC		4.86168	0.0125
DLDPPIB does not Granger Cause DLTOUV		3.99903	0.0259
DLIPC does not Granger Cause DLPRED		9.24501	0.0005
DLPRFISC does not Granger Cause DLIPC	48	12.2969	6.E-05
DLIPC does not Granger Cause DLPRFISC		3.89823	0.0278
DLIPC does not Granger Cause DLRHAB		6.99315	0.0023
DLTOUV does not Granger Cause DLIPC	46	16.9752	4.E-06
DLPRED does not Granger Cause DLPRFISC		3.45695	0.0405
DLTOUV does not Granger Cause DLPRED	46	3.74164	0.0322
DLPRED does not Granger Cause DLTOUV		4.31729	0.0199

Source : Nous-mêmes sur base du logiciel Eviews-10

- Il existe une boucle rétroactive entre la pression fiscale et l'Indice de Prix à la Consommation, et entre le Taux d'ouverture et la pression démographique ;
- Au sens de Granger, le ratio dépenses publiques sur PIB est plus causé par l'Indice de Prix à la Consommation(IPC).

### 3.7. Estimation du Modèle VAR(4)

Vector Autoregression Estimates							
Date: 02/17/22 Time: 15:05							
Sample (adjusted): 1999S1 2020S2							
Included observations: 44 after adjustments							
Standard errors in ( ) & t-statistics in [ ]							
	DACDEPUB	DLDPPIB	DLIPC	DLPRED	DLPRFISC	DLRHAB	DLTOUV
DACDEPUB(-1)	0.414438 (0.22856)	-0.004552 (0.00280)	0.000141 (0.00087)	-0.000278 (0.00031)	-0.006019 (0.00519)	0.000432 (0.00081)	-0.002250 (0.00126)
DACDEPUB(-2)	-0.894979 (0.23068)	0.002283 (0.00282)	-0.001260 (0.00088)	0.000270 (0.00031)	0.004180 (0.00524)	0.000315 (0.00082)	0.001164 (0.00127)
DACDEPUB(-3)	0.149568 (0.20517)	-0.004462 (0.00251)	0.000496 (0.00078)	-0.000399 (0.00028)	-0.007956 (0.00466)	0.000169 (0.00073)	-0.001002 (0.00113)
DACDEPUB(-4)	-0.088626 (0.15141)	0.003725 (0.00185)	-0.000817 (0.00058)	0.000425 (0.00021)	0.006061 (0.00344)	0.000104 (0.00054)	0.000987 (0.00083)

**Source : Nous-mêmes sur base du logiciel Eviews-10**

Notre modèle VAR(4) ci-dessus montre que l'Indice de Prix à la Consommation(IPC), la Pression Démographique(PRED), la Pression Fiscale (PREFISC), le Revenu par Habitant(RHAB), les Dépenses Publiques par PIB (DPPIB) et le Taux d'Ouverture(TOUV) sont de vrais déterminants de l'Accroissement des dépenses publiques(ACDPUB) en RDC car toutes leurs probabilités associées sont inférieures à 0,05.

### 3.8. Résultat sur la Décomposition de la variance

Variance Decomposition of DACDEPUB	DACDEPUB	DLDPPIB	DLIPC	DLPRED	DLPRFISC	DLRHAB	DLTOUV
Innovations	(13.4020)	(10.4411)	(7.28396)	(8.24826)	(10.0995)	(4.82509)	(4.44323)

L'interprétation des innovations nous permet de faire des prévisions sur des variables : les innovations de l'Accroissement des dépenses publiques sont expliquées à 13,40% par ses innovations propres( il s'agit de l'effet de déplacement) ; à 10,44% par celles du ratio de dépenses publiques par le PIB (effet de déplacement) ; à 7,28% par celles de l'indice prix à la consommation ; à 8,24% par celles de la pression démographique ; à 10,09% par celles de la pression fiscale ; à 4,82% par celles du Revenu par habitant et à 4,44% par celles du Taux d'ouverture.

Variance	DACDEPU	DLDPPIB	DLIPC	DLPRED	DLPRFISC	DLRHAB	DLTOUV
----------	---------	---------	-------	--------	----------	--------	--------

Decomposition of DLDPPIB:	B						
Innovations	(11.3355)	(11.1252)	(6.33029)	(8.57310)	(9.09768)	(4.28466)	(3.83139)

L'interprétation de la ligne des innovations nous permet de vérifier la loi de WAGNER et de faire des prévisions sur des variables : les innovations du ratio de dépenses publiques par le PIB sont expliquées à 11,125% par ses innovations propres (il s'agit de l'effet de déplacement) ; à 11,335% par celles liées à l'accroissement rapide des dépenses publique( effet de déplacement); à 6,33% par celles de l'indice prix à la consommation ; à 8,573% par celles de la pression démographique ; à 9,09% par celles de la pression fiscale ; à 4,28% par celles du Revenu par habitant et à 3,83% par celles du Taux d'ouverture.

### Conclusion

Notre analyse sur les déterminants classiques et modernes de l'accroissement des dépenses publiques arrive à terme avec deux constats majeurs :

-L'effet de déplacement est déterminant classique principal qui explique la croissance des dépenses publiques en RDC, car il empêche que ces dernières redescendent au-dessous du niveau le plus élevé atteint dans le passé. Cet effet est dicté par des événements extraordinaires tels que les guerres de l'EST du pays, la reconstruction du après les guerres de la révolution, la politique salariale et les catastrophes naturelles, qui nécessitent des dépenses publiques additionnelles ;

- L'évolution croissante de l'Indice des Prix à la Consommation a plus influé sur la politique budgétaire expansionniste observée en RDC après les guerres de la révolution. Car le Gouvernement de 1+4, les Gouvernements Kizenga 1 et 2, Muzito 1 et 2, Matata et autres ; tous étaient soucieux d'améliorer le pouvoir d'achat de ménage congolais.

Nous pensons que le Gouvernement Congolais devait plus indexer l'évolution des dépenses publiques à l'Indice de Prix à la Consommation (IPC) afin d'atteindre, chaque année, un niveau optimal des dépenses publiques qui permet d'améliorer le social des congolais.

### Bibliographie

ARROW, K. (1963), « uncertainty and the welfare economics of medical care », American Economic Review, Vol.LIII, N°5.

BAURMOL, thèse des différences sectorielles de productivité, 1967, Paris.

BENASSY-QUERE A., COEURE B., JACQUET P. et PISSANI-FERRY J. (2004), Politique économique, De Boeck Université, Ouverture économique.

BOURGEOIS A.et DELAUTRE G. (2010), Comparaison européenne de l'évolution des dépenses et de ressource de la protection sociale », DREES, le compte de la protection sociale 2008.

BOURGUIGON F. (1998) ; « Fiscalité et redistribution » ; Rapport du CAE N° .11.

BOUVIER M. (2008), Introduction au Droit Fiscal général et à la Théorie de l'Impôt, LGDJ, 9<sup>ème</sup> éd.

CHAMPSAUR P. et COTIS J.P. (2010), Rapport sur la situation des finances publiques.

COEURE B. (2002), « Soutenabilité des finances publiques et gestion des actifs/ passif de l'Etat », Revue Française d'économie, Vol.16, N°3.

DANIEL J-M. (1994), « La dette de l'Etat est-elle soutenable ? », Revue de l'OFCE, N° 49.

DE KAM F. et C. BRONCHI(1999) « Impôt sur le revenu : ce que payent réellement les contribuables », l'Observateur de l'OCDE N° 216.

DEBRUN X., PISANI-FERRY J. et SAPIR A. (2008), « Government size and output volatility : should we forsake automatic stabilization ? » IMF Working Paper N°08/122.

DESBONNET A. et HAIRAULT J-O. (2010), « Inégalité de patrimoine et progressivité de l'Impôt », Economie et prévision, N° 193.

Economie des finances publiques, P77.

GENEREUX J. (1996), L'économie politique-Analyse économique des choix publics et de la vie politique, Larousse Bordas, Textes essentiels.

GILBERT G. et GUENGANT A. (2008), Indicateurs de la performance de la péréquation entre collectivités locales : actualisation 2002-2006, DGCL.

GLACHANT J. (1993), « La légitimité économique des dépenses publiques », N°261.

GUY, T., Economie des services collectifs et de la dépense publique, Paris, Dunod, 1971, p.72.

HALLERBERG M. et STRAUCH R. (2002), « on the cyclical of public finances in Europe », Empirica, Vol.29, N°3.

HUART F. (2010), « Le débat sur les règles de politique budgétaire », Cahier Français, N°359, La documentation Française, Cahier Français.

HUART F. (2011a), « Les politiques budgétaires sont-elles contra-cycliques dans la zone euro ? »,Revue de OFCE, N°116.

HUART F. (2011b), « Typologie et impact des règles de politique budgétaire », Gestion et Finances Publiques –La Revue (ex-Revue du Trésor), N°11.

HUART F. (2015), Economie des Finances Publiques, Dunod, Paris.

MARTINEZ MONGAY C.(2002), « Fiscal policy and the size of governments »,in M. BUTI, J., VON HAGEN et MARTINEZ MONGAY C. The behaviour of fiscal authorities, European Communities, Palgrave.

PERSON T., et TABELLINI G. (2001), « Political Institutions and Political Outcomes : What are the Stylized Facts ? » CEPR Working Paper N° 2872.

RODRIK D. (1998), « Why Do More Open Economies Have Bigger Governments », Journal of Political Economy, Vol. 106, N°5.